

Questions orales

sécurité, la GRC, les autorités de Transports Canada ainsi que les ministres du Cabinet?

L'hon. Doug Lewis (solliciteur général du Canada): Monsieur le Président, le gouvernement a tout mis en oeuvre pour découvrir le fin fond de cette tragédie dont la gravité n'a échappé à aucun député.

Mon collègue sait sans doute que, cet été, la GRC a loué les services d'un navire capable de plonger à grande profondeur pour récupérer des débris de la coque de l'avion en question, de façon à disposer de suffisamment d'éléments de preuve pour traduire des gens devant les tribunaux. Je ne souhaite pas intervenir dans le déroulement de l'enquête en cours qui, nous l'espérons tous, sera concluante.

M. John Nunziata (York-Sud—Weston): Peut-on s'étonner après que les Canadiens éprouvent de moins en moins de respect pour le système de justice pénale?

Selon des rapports, le Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité annoncera vendredi la tenue d'une enquête interne confidentielle sur la catastrophe d'Air India. Le ministre peut-il nous dire pourquoi il a préféré une enquête interne menée par le Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité à une commission d'enquête qui aurait permis aux Canadiens de comprendre ce qui s'est vraiment passé? Que cherche-t-il à cacher?

L'hon. Doug Lewis (solliciteur général du Canada): Monsieur le Président, toute allégation en ce sens est sans fondement. Mon collègue sait pertinemment que le Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité compte des représentants des trois partis, des membres du Conseil privé qui sont chargés de surveiller les activités du SCRS. Ils vont soumettre un rapport cette semaine, mais je ne suis pas en mesure de faire des observations sur son contenu. Je voudrais toutefois assurer au député que le gouvernement met tout en oeuvre, au nom des Canadiens, pour que les coupables soient amenés devant les tribunaux.

* * *

L'AGRICULTURE

M. Stan J. Hovdebo (Saskatoon—Humboldt): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre des Finances, puisque c'est lui qui tient les cordons de la bourse.

Les collègues du ministre qui étaient présents lui auront dit que les quelques milliers d'agriculteurs qui se sont réunis hier à Rosetown, en Saskatchewan, l'ont fait

pour attirer l'attention du gouvernement fédéral et du peuple canadien sur leur situation catastrophique. Dans l'immédiat, leur problème réside dans un manque de revenu pour 1990-1991. Cela ne les aide guère que le ministre de l'Agriculture leur explique les raisons de cette baisse de revenu sans leur offrir d'aide.

Le gouvernement ontarien vient d'annoncer l'établissement d'un programme d'aide de 35,5 millions de dollars. Le gouvernement va-t-il tenir promesse et prévoir une troisième ligne de défense en sus des versements provisoires effectués dans le cadre du régime universel et du Compte de stabilisation du revenu net?

L'hon. Bill McKnight (ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, si j'en juge par sa circonscription et par la façon dont il la représente, le député sait pertinemment que, à l'été 1990, le gouvernement a déboursé quelque 400 millions de dollars pour aider le secteur des céréales et des oléagineux. Il n'ignore pas non plus que des mesures de soutien et d'adaptation en agriculture d'une valeur de près de 650 millions de dollars ont été annoncées par le gouvernement au début du printemps.

Il sait en outre, monsieur le Président, que la troisième ligne de défense représentant tous les segments du secteur, qui se sont réunis le mois dernier et qui se réuniront à nouveau ce mois-ci, a reconnu que l'appui offert par le gouvernement équivalait à celui qu'ils auraient reçu si le régime universel et le CSRN avaient été en place. Le gouvernement s'était engagé à assurer ainsi la transition de 1990-1991 à 1991-1992.

M. Stan J. Hovdebo (Saskatoon—Humboldt): Hier, les agriculteurs réclamaient encore une aide additionnelle et ils en ont besoin.

Les statistiques montrent que le revenu non agricole des entreprises agricoles familiales est plus élevé que celui provenant de la vente des produits et de l'aide gouvernementale réunis. Le gouvernement a-t-il pour politique de s'assurer que l'agriculture devienne dans les années à venir une occupation à temps partiel qui ne permette pas de survivre sans un revenu d'appoint?

L'hon. Bill McKnight (ministre de l'Agriculture): Monsieur le Président, je me demande où le député prend ses renseignements. J'ai déjà entendu cela. Ces renseignements sont inexacts. Il est entendu que le secteur agricole et le secteur des céréales et des oléagineux sont dans une situation difficile; il est entendu que les producteurs cherchent d'autres moyens de joindre les deux bouts en ces temps difficiles. Mais il est également. . .

Le député néo-démocrate pourra s'entretenir avec son collègue lorsque j'en aurai terminé. Ce qu'il peut faire,